

LYSÉE
88

En battant la campagne

A une semaine du premier tour, dans une élection présidentielle peu passionnée, comment réagissent les électeurs « purs et durs » de chaque camp ? A Vitré, au cœur de l'électorat centriste ; dans le Limousin, grand bastion communiste ; à Arras, vieille terre socialiste, et à Colombey-les-Deux-Eglises, temple du gaullisme, « Le Point » est allé prendre le pouls de l'opinion.



Vitré : barriste jusqu'au bout

A Vitré, « porte de Bretagne » à serrure centriste, si Raymond Barre est « grand », Pierre Méhaignerie est son prophète. Confiant dans l'issue de la présidentielle, la ville médiévale attendait l'avènement de son candidat. Las, depuis que l'oracle de la famille UDF glisse dans les sondages, la population vitréenne, à 73 % barriste, sans pour autant écouter les sirènes mitterrandiennes, connaît les tourments de la perplexité.

Il faut savoir que cette vieille cité de 15 000 habitants vit dans un état de gratitude permanent à l'égard de son député et maire, Pierre Méhaignerie. Depuis dix ans qu'il dirige la municipalité, « il a tout réussi », proclament ses administrés, dont les 25 % de socialistes intra-muros. « Avant lui, la ville somnolait ; avec lui, elle s'est animée », explique Jean-Claude Bazin, délégué à l'information. Et il égrène les mérites de son maire : 25 entreprises nouvelles, aux activités diversifiées, se sont implantées ; les centres culturels et sportifs sont en pleine activité ; les liaisons ferroviaires et routières se sont multipliées ; la compréhension des banques a permis la modernisation du monde rural ; les écoles et lycées — privés et publics — accueillent 7 000 élèves ; un boulevard périphérique vient d'être inauguré ; enfin, Vitré a reçu la Marianne d'or, récompense suprême pour la ville ayant créé le plus d'emplois et dont le chômage est au plus bas (7 % à peine).

« Dans toutes ses entreprises, notre maire »

n'a jamais échoué, dit Jean-Claude Bazin. Aussi, quand il nous a incités à soutenir Barre, nous l'avons suivi. La contre-performance du candidat dans les sondages nous a désorientés. »

Désorienté, donc, René Ruello, 39 ans, ancien joueur professionnel de football du Stade Rennais, depuis président du groupe Panavi, qui produit 1 200 000 croissants, pains au chocolat, chaussons aux pommes et brioches quotidiennement. Il a créé son usine (6 000 mètres carrés) voilà trois ans. Au début, 12 employés. Aujourd'hui, 310 salariés. Il confie, préoccupé : « Raymond Barre est le candidat dont le programme est fondé sur des réalités. Qu'il s'agisse d'économie, de monnaie, de chômage, des libertés, par exemple, il est celui qui possède une parfaite connaissance des dossiers. Or, malgré ses capacités, les sondages lui sont défavorables. Peut-être devrait-il constituer une équipe de campagne composée de pros de la communication, comme Mitterrand et Chirac. Ces deux-là sont des

JEAN-CLAUDE BAZIN ET FLORENCE LOURY

« Barre ? Il a davantage de caractère »



showmen : ils pourraient apparaître sur scène en short qu'ils feraient un triomphe. Les difficultés de Barre pour s'imposer m'affligent. Elles prouvent que l'électorat est plus sensible à la forme qu'au fond. »

Dans son bureau directorial du nouveau centre culturel, Loïc Frémont, 43 ans, autrefois assistant de Jean-Louis Barrault puis de Cardin, nommé il y a six mois par Méhaignerie, ne paraît guère étonné. « Pour moi, Barre a plus l'envergure d'un Mendès France de droite que d'un présidentiable. Il a les qualités d'un chef d'Etat. Il devrait avoir plus de pugnacité et de roublardise, qui caractérisent les conquérants du pouvoir. Face à Chirac et à Mitterrand, Barre ressemble à un penseur chez des puncheurs. Je me demande s'il a vraiment envie de gagner... »

Vitré, où l'on ne parle jamais de Le Pen, car ses partisans se comptent sur les doigts d'une main, se flatte d'avoir dans sa population un tiers de jeunes. Si, dans d'autres communes, la plupart d'entre eux rêvent d'« ailleurs », les Vitréens de 20 ans n'envisagent pas de s'expatrier, « même à Rennes » (à 35 km). Florence Loury, 21 ans, étudiante en anglais, ne comprend pas le tohu-bohu électoral national. Elle confie : « On fait confiance à notre maire, qui a fait un choix. » Pour Raymond Barre, ça ne va pas très fort ? « On garde l'espoir qu'il rattrapera et dépassera Chirac. Rien n'est perdu. Bien sûr, Chirac est très séduisant et représenterait bien la France. Mais je m'obstine à penser que Barre a davantage de caractère. »

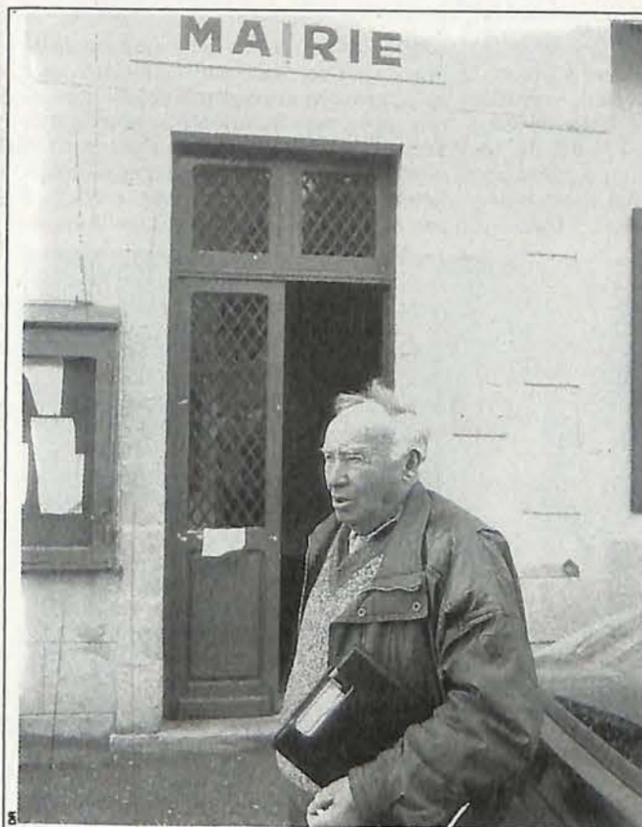
Ainsi, la ville va soutenir jusqu'au bout son favori, sans, toutefois, comprendre ses ratés dans les sondages. Pourtant, une partie de l'explication, visible de tous, se trouve sur les panneaux d'affichage : à Vitré, trois sur cinq vantent « l'ardeur, le courage, la volonté » de Chirac... ●

JEAN NOLI

Limousin : les 3 communismes

Moitié moins d'intentions de vote que Le Pen ! Cette médiocre perspective suffirait à préoccuper André Lajoinie. Mais, pour compliquer les affaires du seul « candidat anti-droite », comme il s'intitule lui-même, la proximité du scrutin n'a pas fait taire la contestation dans les rangs communistes. Certes, avec 3 % en moyenne de voix selon les sondages, Pierre Juquin a peu de chances de réaliser son rêve : dépasser Lajoinie le soir du premier tour. Mais la Place du Colonel-Fabien est loin d'avoir réduit au silence les « déviationnistes » renovateurs.

Au contraire, dans l'un de ses derniers fiefs électoraux, le Limousin, la famille communiste donne un beau spectacle de divisions : démission des responsables de la fédération du parti, arrivée en catastrophe d'un « camarade » parisien, Pierre



JEAN AUXEMERY

« Juquin ? Il a eu du courage »

Blotin, chargé de remettre de l'ordre dans les rouages, fronde d'élus municipaux du PCF, dissensions au sein de la rédaction de L'Echo du Centre, le quotidien régional communiste.

Longtemps première force politique du Limousin, aujourd'hui tombé à moins de 20 % des voix (ce qui reste quand même l'un de ses meilleurs scores nationaux), le PCF n'est pas seulement déchiré entre « orthodoxes » et « renovateurs ». Pour compliquer le débat, certains communistes de Haute-Vienne ont choisi de ne pas choisir et soutiennent l'une des figures locales du parti, l'ancien ministre Marcel Rigout, redevenu simple député, classé parmi les « renovateurs » mais resté à l'intérieur du parti. Il faut dire qu'en politique les Limousins ne font rien comme les autres. Ici, les agriculteurs votent traditionnellement communiste — au point de devenir un sujet de thèse pour des universitaires américains — et les élus de droite sont enseignants ou fonctionnaires. Le monde à l'envers !

Ce communisme à trois visages engendre quelques situations complexes. Celle de Jean Auxemery est sans doute la plus caractéristique. Agriculteur à la retraite, maire de Château-Chervix depuis 1959, un village de 909 âmes à 30 kilomètres au sud de Limoges, il a été le premier en Haute-Vienne à soutenir l'intellectuel Pierre Juquin. Cinq élus de Saint-Junien, la seconde ville du département, l'ont depuis lors rejoint pour rallier les rangs renovateurs. Les raisons de l'engagement de Jean Auxemery, ami de Marcel Ri-

gout, ne doivent rien à une subite révélation idéologique. Il s'explique : « Le parti est retombé au même niveau électoral qu'en 1924 ! Le premier, Juquin a eu le courage de dire que la direction du parti s'entêtait dans l'erreur, c'est tout. » Pour le premier tour, son choix est clair. Mais pour le second ? « Je n'ai pas attendu les ordres de Paris pour faire l'union de la gauche sur le terrain. Cette fois, ce sera pareil. D'ailleurs, dans la région, je parie qu'aucun communiste ne fera le contraire. »

« Juquin, c'est vague. » La profession de foi de Jean-Paul Pénicaud, un autre élu communiste de base, diffère de celle de Jean Auxemery. Mais le maire de Saint-Gilles-les-Forêts, 70 habitants,

n'a toujours pas repris sa carte du parti. Plus qu'un signe ! Est-il déçu ? « Comme tout le monde. Après deux changements, les gens pensent avoir tout essayé. » Mais comme son collègue « juquiniste », Jean-Paul Pénicaud ne peut s'empêcher de rappeler les chiffres. « On était à 24 % ; on est maintenant à 6 ou 7 % », lance-t-il.

Face à ces « brebis galeuses », la nouvelle direction « orthodoxe » du PCF du Limousin tente quand même de croire en un sursaut des électeurs communistes. Venu prêcher la bonne parole à Limoges, voici quelques mois, Pierre Juquin n'a-t-il pas fait un bide devant les ouvriers de l'usine Renault-Véhicules industriels ? Maigre signe d'espérance pour un Parti communiste qui voit se profiler dans le rendez-vous du 24 avril le crépuscule d'une longue histoire électorale. ●

PATRICK COQUIDÉ
(Avec Georges Chatain à Limoges)

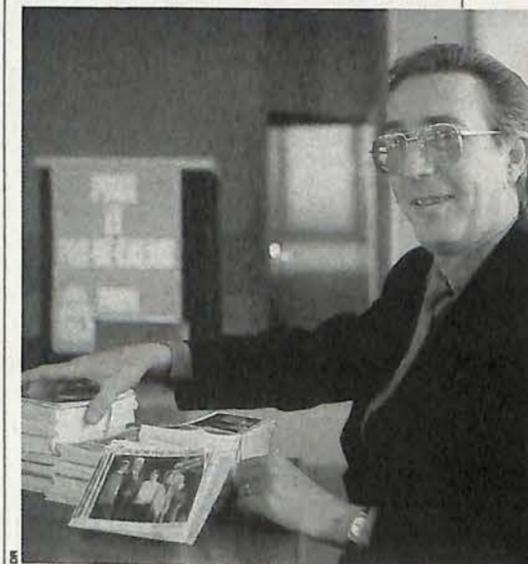


Arras : socialiste d'abord

« En 81, on n'en aurait pas voulu, de ce discours. » Mais voilà, sept ans ont passé, dont deux de cohabitation, et Jean-Claude L'Hénoret, employé à la mairie d'Arras, militant socialiste de longue date, est convaincu qu'« en ratissant large Mitterrand a adopté la bonne stratégie : il est le candidat du rassemblement ».

« On s'attendait tout de même à une lève de boucliers », reconnaît-il malgré tout. Normal, dans ce fief du socialisme, patrie de Guy Mollet, qui fut le premier, en 1971, à réaliser dans sa ville l'union de la gauche. Et pourtant, à Arras, la cote de « Tonton » n'a jamais baissé. « On lui fait une confiance absolue, confie, admiratif, un militant. Il nous laisse dans le flou, mais on l'admet. C'est l'homme-providence. » Tout juste s'il ne fredonne pas « Avec l'ami Mimi », sur l'air de « L'ami Bidasse », chanson fétiche d'Arras, chef-lieu du Pas-de-Calais...

Cette solide ferveur tontonmanique n'empêche tout de même pas les socialistes arrageois de vouloir faire entendre leur différence. Ainsi, dans un tract distribué lundi dernier dans les boîtes aux lettres de la ville, ont-ils rappelé sans fioritures les « acquis » sociaux du début du septennat, depuis les 39 heures jusqu'au livret d'épargne populaire, de la cinquième semaine de congés payés aux nouveaux droits des travailleurs. « Notre rôle, commente un militant, c'est de mettre en valeur le PS, c'est de combattre la majorité sur des thèmes concrets comme la Sécurité sociale ou le logement ;



ALAIN FAUQUET

« Mitterrand ? Il est l'homme providence »

ce n'est pas de vanter l'élargissement. » D'autant que, sur le sujet, les avis, parfois, divergent. « Dimanche dernier, raconte Jean-Claude Carnier, directeur adjoint des services techniques du centre administratif, je suis allé coller des affiches. J'ai entendu un gars qui parlait de premier-ministrables possibles, hors du camp socialiste ; je n'ose même pas répéter les noms tellement c'était loufoque ! » En fait, même s'ils sont légalistes par tradition, les socialistes du cru ne sont pas prêts à accepter une ouverture au centre à n'importe quel prix. « Ici, ironise un observateur local, Delors serait un Premier ministre tout juste considéré comme socialiste. » Alors, Méhaignerie... « Inacceptable, tranche Daniel Percheron, le très éru-

dit patron de la Fédération du Pas-de-Calais. Si on gagne, pas question de gouverner autrement qu'à gauche. Vous nous voyez défiler dans les cités minières avec les centristes ? »

Pas plus au niveau du gouvernement qu'au niveau municipal, on n'envisage ici sérieusement ces « alliances contre nature ». « Faut pas confondre, explique Jean-Claude L'Hénoret, la stratégie électorale et la gestion. » A Arras, la rupture, en 1971, avec les démocrates-sociaux pour s'allier avec les communistes a coûté cher. Pas question, donc, de revenir en arrière ! Et même si l'anticommunisme est vivace — car nul n'oublie les affrontements avec les communistes dans le bassin minier — les socialistes regrettent amèrement l'effritement du PC (passé de 22 % à son zénith à moins de 9 % lors des dernières cantonales d'Arras-Ouest, en avril 1987). La réalité électorale locale compte aussi : Léon Fatous, maire d'Arras, aura besoin de l'appoint communiste en 1989.

Rétifs à toute idée d'alliance avec les centristes, les socialistes arrageois ne désespèrent pas pour autant d'agrandir la famille. Déjà, murmure-t-on à l'ombre du Beffroi, des « personnalités » du monde de l'agro-alimentaire, notamment, ont été « approchées » pour les élections municipales. « L'ouverture, souligne Alain Fauquet, secrétaire de la section d'Arras et premier adjoint au maire, ne passera pas par le reclassement des responsables politiques, mais elle se fera avec des gens qui nous rejoindront sur le thème de l'efficacité autour de dossiers locaux comme la formation, l'emploi ou les transports. » L'ouverture à la mode arrageoise, en quelque sorte. ●

MARIE-THÉRÈSE GUICHARD

Colombey : fierté gaullienne

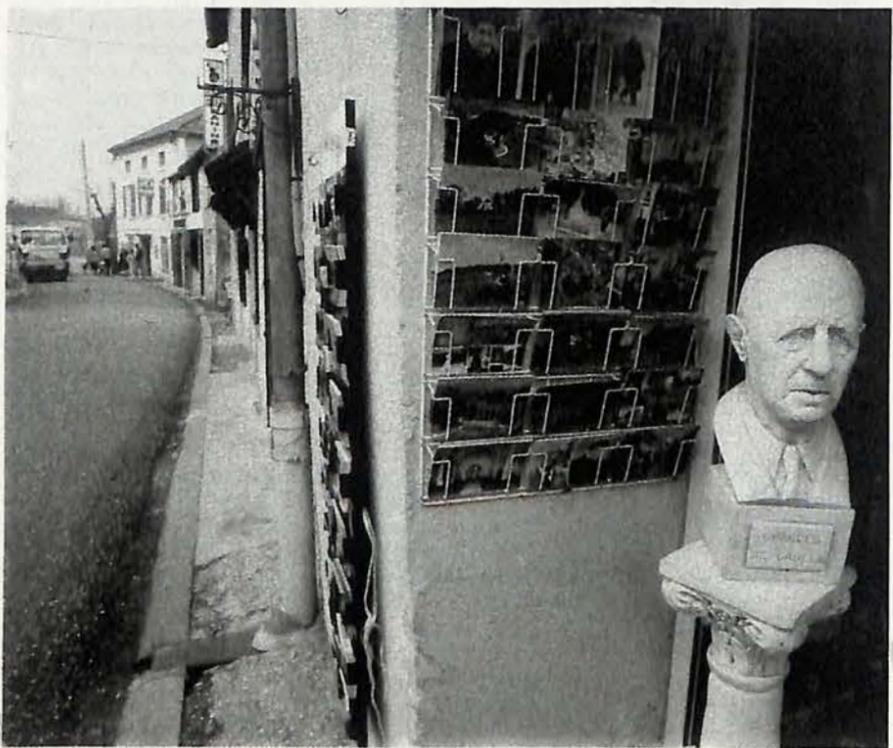
« Ici les gens ne parlent pas de politique. » Jean Raullet, maire de Colombey-les-Deux-Eglises depuis 1966, sans étiquette et fier de son apolitisme, ne semble pas exalté par la campagne. Est-on toujours gaulliste à Colombey ? « Ah ! ça, bien sûr ! » Et Chirac, le considère-t-on comme un gaulliste ? « C'est lui qui assure la continuité du mouvement. Le RPR a succédé à l'UDR, n'est-ce pas ? » La différence entre Chirac et Barre ? « Il y en a sûrement, mais chacun vote selon ce qu'il pense, c'est tout. »

Dans la salle du troisième âge de sa mairie grise, qui fait aussi office de salle de réunion, Jean Raullet perpétue la vieille tradition du secret chère à Colombey. Ici, on n'est pas causant. Héritage d'une époque où le général de Gaulle, retiré dans sa propriété de La Boisserie, entendait ne pas être dérangé. « Alors, nous, on a appris à se taire, à force de voir des gens venir nous interroger sur le Général.

C'était notre façon à nous de le protéger. »

C'est un après-midi ordinaire à Colombey. La marchande de souvenirs — assiettes, soucoupes et tasses à l'effigie du Général, faux parchemin de l'Appel du 18 juin, bustes de De Gaulle en « pierre reconstituée » — n'a pas grand-chose à déclarer non plus. « Les touristes ? Oui, il y

contre 144. « Ici, les gens l'aiment bien. Parce qu'il est placé sous l'aile protectrice du Général, mais aussi parce qu'il a beaucoup fait pour l'agriculture », note le médecin du village. Les cultivateurs, en effet, constituent le terreau sociologique de Colombey-les-Deux-Eglises, qui n'échappe pas à l'exode rural et au lent endormisse-



A COLOMBEY-LES-DEUX-ÉGLISES

« Chirac ? Il assure la continuité du mouvement »

en a beaucoup. Mais les étrangers n'achètent pas. » Dans le cimetière, un groupe du troisième âge, venu par autocar, prend quelques photos de la tombe du Général. « C'est très simple, très modeste », s'émerveille-t-on de toutes parts. Un peu plus loin, le curé, à deux pas de son église, brûle de vieux journaux dans l'ombre de l'immense croix de Lorraine en béton qui trône sur la colline.

A part ces quelques pèlerins, les passants sont rares. « Les gens ne vont plus au bistrot : il y a trop de touristes. Ils se retrouvent plutôt dans les petits « cafés de pays », un peu plus loin. » L'affichage électoral semble aussi déserté Colombey. Tout juste une affiche défraîchie de Jacques Chirac, une autre de Raymond Barre, et le vestige ravagé par la pluie d'un portrait de Jean-Marie Le Pen.

Colombey ne parle pas politique. Mais Colombey sait pour qui il vote. « Ici, il n'y a pas de communistes, ou, s'il y en a, ils sont très discrets », explique un notable du village. Très discrets, en effet. Aux élections législatives de 1986, le PC a obtenu 8 voix sur la commune de Colombey, contre 62 au PS, 35 au Front national et... 362 pour le candidat RPR-UDF. A la présidentielle de 1981, Jacques Chirac avait nettement battu Valéry Giscard d'Estaing au premier tour : 180 voix

ment. Le collège, qui accueille 250 élèves, est périodiquement menacé de fermeture. « C'est comme dans les pays en voie de développement, remarque un notable, un peu sarcastique. On vit uniquement du tourisme. » Quatre restaurants, deux hôtels, quelques estaminets, des boutiques de souvenirs soutiennent un peu l'économie locale.

C'est dans l'indifférence quasi générale que les pèlerins officiels viennent périodiquement se recueillir sur la tombe du Général ou porter une gerbe au mémorial. « Depuis le temps, on est habitué », dit un passant, avec un brin de dédain. Mais on tient quand même la comptabilité : Chirac vient tous les ans ; Mitterrand n'est jamais venu, c'est vrai, mais il n'oublie jamais de faire déposer une gerbe.

Drapée dans sa fierté gaullienne, Colombey-les-Deux-Eglises vit l'élection présidentielle comme un non-événement. La bourgade en a vu d'autres ! Chirac arrivera en tête ici, personne n'en doute. Et après ? Colombey n'a jamais obtenu de traitement de faveur lorsque le Général était aux affaires. Personne, il est vrai, ne se serait permis de réclamer dans ce village où l'on ignore jusqu'au sens du mot « clientélisme ». Alors, après le 8 mai, la vie continuera. Un peu grise, discrète et silencieuse. ●

SOPHIE COIGNARD

ELECTION

Petits candidats : le quarté de gauche

Juquin, Waechter, Laguiller, Bousset : un électoral qui comptera le 8 mai.

ELYSEE 88

La « bande des quatre » n'est plus celle qu'on croit. Après le quarteron des grands partis dénoncés jadis par Jean-Marie Le Pen, voilà aujourd'hui les quatre « petits candidats » à l'élection présidentielle : Pierre Juquin, Antoine Waechter, Arlette Laguiller et Pierre Bousset. Ils ont même failli être cinq. Mais Robert Gobinot, le porte-drapeau des bouilleurs de cru, n'a pu convaincre que trente-cinq « parrains » de soutenir la cause qu'il défend.

Leur ambition dans cette compétition est simple : trouver une large tribune médiatique pour défendre leurs idées et leurs projets. Tous espèrent grappiller des suffrages, mais tous savent qu'ils ne peuvent beaucoup en attendre. Pourtant, dès le 24 avril au soir, les voix qu'ils auront rassemblées seront, comme d'habitude, âprement convoitées.

Avec 6 % d'intentions de vote à eux quatre selon les enquêtes préélectorales, ils « pèsent » en effet autant que le candidat officiel du Parti communiste. Et tous — c'est l'une des originalités de la cuvée 88 de la course à l'Elysée, depuis que Jean-Marie Le Pen a rejoint le clan des « grands » — se classent à gauche. Pour le second tour, l'enjeu est donc important, surtout pour François Mitterrand. Il lui faut récupérer le maximum de voix « égariées » au premier tour. La pêche dans ces eaux-là du candidat de droite resté en lice pour l'affrontement du 8 mai sera médiocre. Tout au plus peut-il espérer que bon nombre de ces électeurs « marginaux » resteront chez eux ce jour-là !

Avant que les « grands » candidats ne partent à la chasse aux voix des « petits », voici la radiographie de ce curieux quarté.

► **Qui sont-ils ?** Incontestablement, Pierre Juquin, 58 ans, est le plus grand des petits. Exclu du PCF en octobre, après l'annonce de sa candidature à l'Elysée, il est officiellement soutenu par les renovateurs communistes, le PSU et les trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) d'Alain Krivine. Un temps, l'ex-porte-parole du PCF a lorgné sur l'électorat écologiste. Mais il a dû battre en retraite, après l'entrée en scène du candidat officiel des verts, Antoine Waechter. Cet ingénieur alsacien de 39 ans a repris le flambeau porté lors de consultations présidentielles précédentes par René Dumont, puis par Brice Lalonde.

Si les écologistes changent de porte-

drapeau à chaque présidentielle, Lutte ouvrière reste fidèle à sa porte-parole. A 48 ans, Arlette Laguiller en est à sa troisième campagne pour l'Elysée. Mais, cette fois, la petite employée de banque représentant « les travailleurs et la classe ouvrière » utilise les techniques des grands ténors politiques. Pour 3 millions de francs, elle s'est offert 3 000 affiches publicitaires. A l'extrême gauche, Arlette Laguiller ne sera pas gênée, dimanche prochain, par Alain Krivine, reconverti pour la circonstance dans le soutien à Pierre Juquin. Mais un trotskiste remplace un autre trotskiste. Au nom du MPPT (Mouvement pour un parti des travailleurs), Pierre Bousset, 66 ans, militant FO de longue

date (tout comme Arlette Laguiller), se présente au suffrage des électeurs. Cet ancien employé de la Sécu (qui a abandonné son deuxième nom, Lambert) a créé la surprise en atteignant sans bruit la barre des 500 signatures exigées pour la candidature. Il les a essentiellement collectées auprès de petites communes, en particulier de l'Aisne, de la Somme et de la Haute-Marne. Il s'étonne qu'on s'étonne de sa présence dans la course. N'a-t-il pas, dit-il sans rire, été « désigné comme candidat par le second congrès du MPPT »...

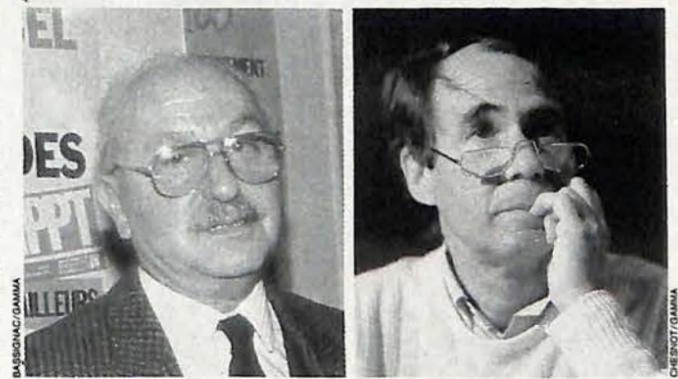
► **Qu'espèrent-ils ?** Face au candidat officiel du PCF, crédité de 5 % des suffrages, Pierre Juquin n'atteint pour l'heure que 3 %. La dernière semaine de campagne télévisée lui permettra-t-elle de refaire une partie de son handicap sur Laguiller, que la direction du PC affirme « sous-coté » ? Pour la Place du Colonel-Fabien, il s'agit bien dans cette affaire de survie électorale. Mais les 3 % de voix « juquinistes » font aussi de l'ombre aux autres petits candidats. Arlette Laguiller aura bien du mal à retrouver ses 2,3 % de 1981 (les enquêtes lui accordent 1 % pour l'instant). Antoine Waechter — qui n'oublie pas que Brice Lalonde obtint 3,87 % en 1981 — mise sur 1,5 million d'électeurs (5 % d'intentions de vote). Il n'en obtiendrait que 2,5 % actuellement.

► **Que feront-ils au soir du premier tour ?** Juquin « roule »-t-il pour Mitterrand ? comme ne cessent de le répéter les dirigeants du PCF. En tous les cas, le



ANTOINE WAECHTER ▲
ARLETTE LAGUILLER
PIERRE BOUSSET (en bas à gauche)
ET PIERRE JUQUIN

6 % des intentions de vote



candidat renovateur a déjà annoncé qu'il appellerait à faire battre la droite, en clair à voter pour l'actuel Président. Lors de son premier meeting à Rennes, Mitterrand a d'ailleurs fait un pas dans sa direction en évoquant, en filigrane, une proposition de Juquin : la possibilité d'accorder le droit de vote aux immigrés lors des élections locales. Alors, Juquin ministre sous Mitterrand bis ?

Tenant de la ligne « autonome », face à celle prosocialiste au sein du mouvement écologiste, Waechter, lui, ne donnera pas de consigne. Mais les électeurs écologistes reportent plus facilement leurs voix à gauche qu'à droite. Pierre Bousset, de son côté, déçu par la gauche socialiste (d'autant qu'en 1981 il avait appelé à voter Mitterrand dès le premier tour), attendra le second tour pour demander à ses électeurs de barrer la route à Barre, Chirac et Le Pen, sans prononcer toutefois le nom de Mitterrand !

L'autre candidat trotskiste ne l'entend pas ainsi. En 1981, Arlette Laguiller avait choisi Mitterrand « sans enthousiasme ». En 1988, on ne la reprendra plus à ce jeu. L'hégémonie des travailleurs prône l'abstention. Dès le lendemain du premier tour, « Arlette » reprendra le chemin de son petit bureau du Crédit lyonnais. Ses supporters en feront-ils tous autant ? Le candidat Mitterrand, en tout cas, a intérêt à ce que, le 8 mai, les électeurs d'extrême gauche, comme les écologistes, préfèrent se rendre aux urnes plutôt qu'« aller à la pêche ». ●

PATRICK COQUIDÉ

Vue de l'étranger : Mitterrand empoche la mise

Mais si l'on distingue le vœu du pronostic le score lui est nettement moins favorable.

ELYSEE 88 Mitterrand vainqueur par 5 voix contre 3, et 2 abstentions. Le Point a « sondé » dix pays étrangers sur l'élection présidentielle française. L'enquête, effectuée auprès de journalistes et de leaders d'opinion étrangers, n'a pas le caractère scientifique d'un vrai sondage, mais elle permet de prendre la température des opinions dominantes chez nos principaux voisins ou partenaires. Quelques personnalités déclarées émettent des vœux à l'issue de l'élection, mais, dans l'ensemble, la presse comme les responsables politiques choisissent le jeu des pronostics plutôt que celui des préférences. Premier constat : la vie politique hexagonale, à l'évidence, intéresse moins l'étranger que les Français se plaisent généralement à le croire. Mais l'Algérie, l'Allemagne fédérale, la Côte-d'Ivoire, l'Espagne, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, la Suède et la Suisse ont tous une opinion sur les curiosités de la vie politique française.

Mitterrand Président ? Le regain de popularité du chef de l'Etat hors de nos frontières tient largement à son recentrage. Ouf ! semblent soupirer d'une voix soulagée la Suisse ou les Etats-Unis. Après un début de carrière agité, le Président socialiste s'est « normalisé » : le fantôme des ministres communistes s'est définitivement évanoui, la doctrine a cédé la place au pragmatisme économique. « On a l'impression que, pour beaucoup de socialistes français, l'idée de nationalisation a perdu de sa force, au profit de l'esprit d'entreprise », remarque Roger Ricklefs, ancien correspondant du Wall Street Journal à Paris, aujourd'hui en poste à New York. En sept ans, l'image de François Mitterrand s'est améliorée. Qui ne se souvient des éditoriaux vengeurs de journaux d'affaires américains qui, en 1981, accablaient le nouveau Président, présenté comme le complice des ministres communistes et l'instigateur du collectivisme ? En mars dernier, le Wall Street Journal consacrait sa une au Président sortant, sous le titre flatteur « Le tonton favori des Français ». On y vantait l'évolution de François Mitterrand, tout en notant un peu perfidement que « c'est finalement moins Mitterrand qui a changé la France que la France qui a changé Mitterrand ».



FRANÇOIS MITTERRAND ET HELMUT KOHL

La vie politique hexagonale intéresse moins...

La « grande Amérique » reconnaît en général de grands mérites au Président-candidat. Il a débarrassé la France des communistes ; il a fait évoluer le socialisme dans une voie « respectable ». Surtout, il a su se montrer ferme à l'égard de l'URSS. Le « péril rouge » passé, l'élection française passe plutôt inaperçue chez les Américains, plus préoccupés de leur propre campagne présidentielle et notamment sous-informés et indifférents à l'actualité européenne. « Puisque Guy de Rothschild lui-même est rentré en France, on peut être rassuré », remarque drôlement un cadre new-yorkais. Seule fausse note, la semaine dernière, Evan Galbraith, ancien ambassadeur américain à Paris, membre influent du Parti républicain et opposant notoire des socialistes français, déclare à propos de Mitterrand : « Je l'ai vu commettre de grossières erreurs... comme arriver intentionnellement en retard à un dîner donné par le président Reagan à Paris. » Mais ce sont là des propos qui ne sauraient engager la Maison-Blanche.

Raymond Barre, lui, semble souffrir du même paradoxe à l'étranger qu'en France. Compétent, crédible, il n'apparaît tout de même qu'un outsider. Il jouit aux Etats-Unis de puissants appuis dans la haute administration, à la Banque fédérale et chez Shultz, qui tous apprécient l'homme et sa compétence. Ils en feraient

volontiers leur favori, mais ils connaissent ses handicaps politiques. C'est le même jugement positif qui est porté sur Barre en Allemagne, même si, outre-Rhin, il demeure inconnu du grand public.

En Suède, son image conservatrice agace un peu : « C'est l'archétype du notable français rondouillard », explique un syndicaliste de la puissante centrale LO. « Barre sait dire des vérités », reconnaît Ferdinando Imposimato, le juge italien responsable des plus grandes affaires de terrorisme, récemment élu sénateur de la gauche indépendante. Il a une vision internationale du rôle de la France et une ap-



JACQUES CHIRAC

proche des problèmes authentiquement libérale. Mais il est destiné à succomber, car il ne dispose d'aucun appareil politique. » En Grande-Bretagne, une image d'homme « tiède » à l'égard de l'URSS lui colle à la peau. Surtout, il reste associé, aux yeux de Margaret Thatcher, à la présidence de VGE, un personnage que la Dame de fer ne porte pas précisément dans son cœur. Raymond Barre, enfin, n'est guère connu des opinions publiques étrangères : respecté pour ses tournées dans les plus grandes universités du monde, le « meilleur économiste de France » n'a pas réussi à toucher l'homme de la rue de Chicago ou de Tokyo.

Ainsi, anticipant sur les sondages, la plupart des leaders étrangers ont depuis longtemps repéré, dans leurs pronostics, les finalistes de la présidentielle : Jacques Chirac et François Mitterrand.

Même si, vus de Tokyo, les deux hommes représentent les deux faces d'une même politique centriste, le Japon des affaires préfère Chirac. « Un ami de longue date, qui s'intéresse beaucoup au sumo », rappelle-t-on. Il a noué à Tokyo des relations personnelles — dont on sait l'extrême importance au Japon — avec les notables du Parti libéral-démocrate, notamment l'ex-Premier ministre Yasuhiro Nakasone. Seule ombre au tableau, « un style trop abrasif, provocateur, qui choque un peu ici », note un diplomate.

L'Algérie, officiellement, n'a pas de favori. Mais, dans les coulisses, Alger soutient Chirac. Parce qu'il bénéficie de l'héritage gaulliste, parce qu'il mène une « politique arabe conséquente » alors que les socialistes sont éternellement suspectés d'amitiés excessives pour Israël. En fait, le pouvoir algérien avait beaucoup espéré des socialistes en 1981. Plus dure fut la désillusion quand Alger s'aperçut que les socialistes géraient les relations internationales comme n'importe quel Etat. Agacés de surcroît par ce qu'ils appellent « un tiers-mondisme condescendant et dépassé », les leaders algériens se sont



AVEC YASUHIRO NAKASONE

... l'étranger que les Français se plaisent à le croire

fort bien accommodés du retour de la droite aux affaires, en mars 1986. D'autant plus que deux ministres, Charles Pasqua et Robert Pandraud, jouissent à Alger d'une grande cote d'amour.

En Côte-d'Ivoire, le président Houphouët-Boigny, en délicatesse avec l'Elysée, a également choisi Chirac. Un soutien qui contraste avec l'opinion publique ivoirienne, qui n'a guère apprécié cette déclaration du Premier ministre français : « Le parti unique en Côte-d'Ivoire est aussi démocratique que le multipartisme au Sénégal. » A Abidjan, tout le monde connaît les arcanes de la vie politique française et les candidats. Un intérêt qui se retrouve, d'ailleurs, dans l'ensemble de l'Afrique francophone. A Dakar, Jacques Chirac et François Mitterrand ont chacun leur comité de soutien, 100 % sénégalais.

La Grande-Bretagne s'intéresse de près à la campagne électorale française. Les médias lui accordent la même place qu'à la présidentielle américaine. Donné favori par la presse, François Mitterrand est considéré outre-Manche comme « le dernier des vieux pros » (l'Observer). « Les Français, renchérit le Financial Times, ont la réputation de choisir pour chefs d'Etat des figures solides et paternelles qui personnifient la France, ainsi que le faisait la monarchie. M. Mitterrand appartient à cette catégorie. » Mieux encore, le journal conservateur The Economist offre à ses

lecteurs une véritable profession de foi : « Ce journal accueillerait favorablement un second mandat de M. Mitterrand », lit-on dans un éditorial. Jacques Chirac, « le libéral », ne suscite pas d'enthousiasme, pas même dans la presse conservatrice, qui le soupçonne de vouloir jouer au « jack-pot » : « Il ne suffit pas, en politique, de plaire au peuple. Le candidat du RPR se spécialise dans le show-business au lieu de s'attacher à la substance », écrit sans états d'âme le Sunday Times. Il est certain que les liens personnels plutôt chaleureux qui se sont tissés entre Margaret Thatcher et François



RAYMOND BARRE AVEC MARGARET THATCHER

Mitterrand ont aidé à la popularité relative de ce dernier. Le soutien du Président français lors du conflit des Malouines, la signature du traité du tunnel sous la Manche et l'identité de vues en matière de défense ont fait le reste. Par effet de contraste, Jacques Chirac est craint comme défenseur intransigent des agriculteurs français et désapprouvé pour ses écarts de langage.

L'Italie aussi pronostique la réélection de François Mitterrand. « Il a fait beaucoup d'efforts pour devenir le représentant de tous les Français », explique Ottaviano Del Turco, numéro deux de la CGIL, principale centrale syndicale italienne. Il a relevé l'image de l'institution présidentielle. Gianfranco Dioguardi, PDG d'une agence de construction et écrivain, considère que « Mitterrand ne gagnera pas pour sa politique, mais pour son image, celle du bon père qui rappelle le général de Gaulle ». Préoccupés par l'avenir de l'Europe, les milieux économiques italiens misent plutôt sur Mitterrand. L'âge du Président, toutefois, est régulièrement rapplé par la presse d'un pays qui, pendant longtemps, ne s'est pourtant pas illustré par la verdeur de ses dirigeants.

L'Europe, c'est aussi la préoccupation de la Suède et de la Suisse. « Avec le traité de Rome, explique Christine Forsne, correspondante à Paris du grand quotidien suédois Aftonbladet, nous avons trouvé,

par le biais d'accords préférentiels, le moyen de rester neutres. Mais avec le grand rendez-vous de 1993 la Suède craint de rester à l'écart. Or c'est la France qui passe en Suède pour le pays le plus « europhile ». Et, en France, c'est Mitterrand qui offre l'image la plus européenne. » Même si les Suédois sont choqués par les « affaires » comme Greenpeace et Luchaire, et agacés par la « monarchie républicaine française », ils parient plus volontiers sur Mitterrand depuis que le Président français est devenu à leurs yeux un vrai social-démocrate.

Mitterrandiste, la Suisse l'est également devenue par raison. Un sondage sur l'élection présidentielle française effectué par le quotidien La Suisse en Suisse romande, le 2 avril, donnait 42 % à Mitterrand ; 25 % à Chirac ; 19 % à Barre. Pour ce petit pays tranquille, qui, en 1981, s'était vivement ému des nationalisations, quel chemin parcouru ! « Le résultat de la présidentielle aura beaucoup moins d'importance qu'il y a sept ans, commente Michel Barde, le « patron des patrons » suisse. Les socialistes ont viré leur cuti. »

L'absence d'enjeux décisifs. Voilà une bonne raison pour l'étranger de s'intéresser mollement à l'actualité politique française. Et de prendre parti avec modération. A tel point que la scène politique allemande adopte des attitudes paradoxales. Helmut Kohl, le démocrate-chrétien, choisit Mitterrand avec qui il entretient d'excellentes relations personnelles. Tandis que le SPD n'a pas oublié le discours du Président sortant en 1983 au Bundestag sur les euromissiles. C'est encore un libéral, le ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, qui voit en Mitterrand un « grand architecte européen ». La raison ? Mitterrand est celui qui se rapproche le plus des options allemandes en matière de désarmement.

Entre Chirac et Mitterrand, le cœur des Espagnols balance aussi. Sentimentalement, c'est plutôt le Président sortant qui l'emporte — notamment pour ses liens privilégiés avec Felipe Gonzalez. Mais stratégiquement, on adresse les plus vives félicitations au gouvernement Chirac pour sa coopération politique et policière dans la lutte contre le terrorisme de l'Eta.

Contre toute attente, la cohabitation a plutôt amélioré l'image de la France à l'étranger. Le Japan Times évoque ainsi la « mutation historique vers le compromis centriste ». En Allemagne fédérale, les milieux économiques voient avec regret s'éteindre la « coexistence ». Les Espagnols, peut-être en réaction à leur gouvernement socialiste monocoloré, manifestent une certaine admiration pour la cohabitation, même si le duel électoral entre le Président et son Premier ministre les étonne. Les Américains, enfin, n'ont toujours pas compris les débats autour de la cohabitation en France. Il est vrai qu'aux Etats-Unis la cohabitation entre le Président et le Congrès est une très vieille histoire. ●

SOPHIE COIGNARD
Avec les correspondants du « Point »